



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Espace

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Lille

Accord cadre de services

**Prestations de vérifications par un organisme agréé d'installations et de matériels soumis à des
contrôles réglementaires**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Référence de la procédure :

26.D du 23/01/2026

Procédure de passation : appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	3
1.1 Agrément des vérifications techniques.....	3
1.2 Textes généraux des prestations à effectuer dans les établissements.....	3
Article 2 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES VISITES REGLEMENTAIRES.....	5
Article 3 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS DEMANDEES.....	6
3.1 Représentant du titulaire et suivi d'exécution de l'accord-cadre	6
3.2 Organisation des visites de contrôle	7
3.3 Fiches descriptives des installations.....	8
3.4 Rapports de vérification – transmission des résultats	8
3.5 Registre de sécurité	9
Article 4 – SUPPRESSION OU AJOUT DE LOCAUX OU D'EQUIPEMENTS.....	9

Article 1 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le Crous est tenu de s'assurer que les installations ou équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions réglementaires. A cet effet, le Crous fait procéder aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par la réglementation.

Les missions du titulaire sont régies par la loi, décrets et arrêtés en vigueur au moment de la consultation et durant la période d'exécution de son marché.

Les textes de références listés ci-dessous sont donnés à titre indicatif.

L'oubli ne saurait être invoqué pour qu'une offre ne soit pas complète et tout nouveau texte applicable à la date de remise des offres devra être pris en compte.

L'article R 123-43 du Code de la construction et de l'habitation précise que le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas le titulaire des responsabilités qui lui incombent.

1.1 Agrément des vérifications techniques

Les entreprises devront joindre à leur(s) proposition(s) les certificats d'agrément délivrés par les Ministères concernés et figurant aux journaux officiels et notamment l'agrément ministériel pour effectuer les vérifications techniques réglementaires dans les établissements recevant du public pris suivant l'arrêté du 11 décembre 2007 modifié.

1.2 Textes généraux des prestations à effectuer dans les établissements

Les prestations à effectuer concernent un parc immobilier composé d'immeubles d'habitations et immeubles de restauration constitués d'établissements revenant du public et / ou d'établissements assujettis aux dispositions du Code du Travail.

Le marché comprend les vérifications périodiques réglementaires des installations des équipements liés à l'électricité, au gaz, au chauffage – ventilation - réfrigération, au désenfumage, à l'incendie, aux ascenseurs et monte-charges, aux portes automatiques, aux appareils de cuisson, aux équipements sportifs et aux protections d'accès en toiture.

Dans le cadre de notre contrat d'assurance « Dommages aux biens », il est demandé un contrôle thermographique annuel des installations électriques de nos restaurants (postes de transformation, transformateurs, cellules de haute tension, tableaux généraux de basse tension, disjoncteurs, sectionneurs, matériels liés aux installation photovoltaïques – hors panneaux, armoires basse tension, coffrets de raccordement, boîtes de dérivation, armoires d'automates, machines, équipements terminaux, organes de commande, chemins de câbles, câbles d'alimentation de matériels névralgiques, etc.).

Vérifications périodiques réglementaires	Principaux textes de référence (liste non exhaustive)
Vérification des installations électriques en exploitation	<p>Code du travail Art R4426-16, R4226-7</p> <p>Arrêté du 25 juin 1980 modifié Articles EL 19, PE 4 et PS32</p> <p>Normes NFC 15-100, 13-100, 13-200, 15-150-1, EN 50107-1 et 17-200</p> <p>Décret 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié</p> <p>Arrêté du 20 décembre 1988 et ses annexes</p> <p>Arrêté du 10 octobre 2000</p> <p>Arrêté du 26 décembre 2011</p>
Contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge	APSAD D19 ou toutes normes ou référentiels techniques équivalents
Vérification périodique triennale des systèmes de sécurité incendie et désenfumage <ul style="list-style-type: none"> - Installations de désenfumage - Systèmes de sécurité incendie, alarme, détection 	<p>Code du travail, article R4224-17</p> <p>Arrêté du 25 juin 1980, articles MS 73 et PE 4</p>
Vérification annuelle des installations de gaz combustible et chaufferies	<p>Code du travail, art. R.4224-17</p> <p>Réglementation relative aux ERP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté du 25 juin 1980, GC 22 et CH58
Vérification périodique annuelle des appareils de cuisson destinés à la restauration	Arrêté du 25 juin 1980 modifié, articles GC 21, GC22, CH58 et PE 4
Vérification périodique des ascenseurs, monte-charges et élévateurs PMR	<p>Code de la Construction et de l'Habitation, article R125-2-4</p> <p>Code du travail, articles R4323-23 à R4323-27</p> <p>Arrêté du 25 juin 1980, article AS 9</p> <p>Arrêté du 29 décembre 2010 et la circulaire du 21 janvier 2011</p> <p>Arrêté du 7 août 2012 modifié</p>

Vérifications périodiques réglementaires	Principaux textes de référence (liste non exhaustive)
Vérifications périodiques des équipements sportifs	NF FD S 52-903 NF EN 16630
Vérification périodique de système frigorifique sous pression	Arrêté du 20/11/2017 Cahier technique professionnel applicable aux systèmes frigorifiques sous pression (BSERR 20-037 du 19/08/2020)
Vérification des lignes de vie, points d'ancrage et protections en toiture	Article R4322-1 du Code du Travail Articles R4323-23 à R4323-27 du Code du Travail Arrêté du 19/03/1993 fixant la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet de vérifications générales périodiques Normes EN 795, NF P 01-012 et NF P 01-013

Article 2 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES VISITES REGLEMENTAIRES

L'ensemble des équipements doivent être intégralement vérifiés selon la périodicité avant la date d'anniversaire, pour la visite annuelle, la triennale et la quinquennale. La période intermédiaire entre deux visites ne devra pas excéder 12 mois d'intervalle pour l'annuelle.

Les installations électriques de l'ensemble des logements étudiants (parties privatives) seront contrôlées au moins une fois tous les 4 ans.

En cas de détérioration d'un équipement occasionnée par une mauvaise manipulation de la part du contrôleur technique, un devis correctif sera établi, les frais engagés pour la remise en état par le client seront imputés au titulaire du marché.

Le contrôleur constate une anomalie ou un dysfonctionnement après les essais, il doit le signaler immédiatement au bénéficiaire pour que celui-ci effectue une demande de dépannage auprès du mainteneur.

Article 3 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS DEMANDEES

3.1 Représentant du titulaire et suivi d'exécution de l'accord-cadre

3.1.1 Représentant du titulaire

Le titulaire, devra transmettre au Crous avant le démarrage de la prestation, les coordonnées de l'interlocuteur unique pour l'ensemble d'un lot :

- Lot 1 – Agglomération lilloise
- Lot 2 – Artois et Littoral
- Lot 3 – Hainaut Cambrésis.

Celui-ci aura pour mission, la transmission des rapports des vérifications réglementaires au responsable d'établissement concerné et à la direction du Patrimoine conformément à l'article [3.4](#).

Il devra centraliser le planning pour le lot concerné.

3.1.2. Réunions de suivi

Pour le lancement de la prestation, au cours du 1^{er} (premier) trimestre d'exécution, le titulaire de l'accord-cadre participe à une réunion avec la direction du Patrimoine du Crous de Lille.

Dans l'année de l'exécution du marché, des réunions de suivi d'exécution sont à programmer semestriellement.

A cette occasion sont abordés :

- Le respect du planning d'exécution.
- Le délai de transmission du planning.
- Les difficultés rencontrées sur les sites pendant les visites périodiques.
- La liste des contacts et sa mise à jour.
- La transmission des rapports.
- La transmission de devis.
- L'accompagnement du bureau de contrôle par le prestataire de maintenance des ascenseurs.
- Les accès aux installations.

Le prestataire participe également à une réunion de bilan annuel. Lors de cette réunion :

- Le prestataire remet au bénéficiaire un tableau de recensement des vérifications des équipements effectuées au cours de l'année écoulée.
- La remise au client d'un planning prévisionnel pour l'année N+1.
- Les remarques éventuelles sur la prestation de l'année écoulée.
- La remise d'un tableau indiquant éventuellement les circonstances qui ont menées à annuler et reporter des prestations soit à la demande du prestataire ou du bénéficiaire.
- Les propositions d'améliorations pour l'année N+1.

3.2 Organisation des visites de contrôle

Au démarrage de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à établir un planning d'exécution des prestations pour l'année en cours dans un délai de 1 (un) mois à compter de sa notification. Les visites sont effectuées du lundi au vendredi en fonction des horaires d'ouverture de chaque établissement. Pour les visites nécessitant une coupure générale électrique, celle-ci devra être programmée après le service pour les établissements de restauration et de façon plus générale en concertation avec l'établissement.

Ce planning doit tenir compte des dates des précédentes vérifications périodiques.

La diffusion, pour validation, est réalisée par voie dématérialisée auprès de la direction du Patrimoine.

Le titulaire prendra ensuite contact avec le responsable de chaque site désigné dans l'annexe « Liste des établissements » afin de planifier l'ensemble des interventions de l'année. Il l'informe de la durée prévisionnelle des prestations. En cas d'annulation d'une visite de vérification, le titulaire prévient le responsable du site 15 (quinze) jours avant la date de passage prévue et lui propose une nouvelle date.

Lorsque le planning est modifié et accepté par les deux parties, le titulaire transmet un nouveau planning définitif.

De plus, le titulaire de l'accord-cadre adressera un avis de passage par courriel au moins 15 (quinze) jours avant chaque vérification périodique au responsable de site concerné et à la direction du Patrimoine.

Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de prendre contact au moins 1 (un) mois à l'avance avec les prestataires en charge de la maintenance des équipements (et notamment des ascenseurs) pour la planification des visites.

Pendant le déroulement des visites, et dans la mesure du possible, un accompagnement du vérificateur sera réalisé par le personnel du Crous.

Cependant, selon les impératifs de service, l'intervenant devra pouvoir conduire seul ses vérifications, sans que cela mette en danger son intégrité physique et ne perturbe le fonctionnement de l'établissement. Cette absence d'accompagnement ne devra en aucun cas, donner droit à des plus-values ou reports de vérifications.

Le titulaire doit prévoir la fourniture et l'entretien des moyens d'accès aux installations contrôlées (plateforme de travail, échelle, etc.) afin d'accéder notamment aux clapets coupe-feu.

Les contrôles seront effectués par un seul contrôleur à la fois mais les différents postes seront vérifiés, dans la mesure du possible, lors de la même visite, ceci afin de limiter l'impact sur le fonctionnement des sites.

Lors de la visite d'un établissement, en cas de non-conformité avec risque d'accident pour le public ou le personnel ou risque d'incendie, un rapport provisoire (manuscrit) sera immédiatement remis au responsable de site concerné.

3.3 Fiches descriptives des installations

Les vérifications périodiques portent sur l'ensemble des installations des établissements gérés par le Crous de Lille.

Le descriptif des installations figure dans les tableaux des annexes :

- 1 « Caractéristiques des établissements »
- 2 « Vérification des matériels de cuisson ou de remise en températures »,
- 3 « Descriptif technique des ascenseurs et monte charges »,
- 4 « Installations de sécurité incendie et de désenfumage dans les résidences »
- 5 « Installations de sécurité incendie et de désenfumage dans les restaurants et services centraux »,
- 6 « Installations de gaz »,
- 7 « Installations sportives »,
- 8 « Système frigorifique sous pression »,
- 9 « Points d'ancrage, lignes de vie, crinolines et garde-corps »

Le titulaire devra prendre connaissance de l'ensemble des installations techniques des établissements lors de sa première intervention afin de s'assurer que tous les équipements soumis aux contrôles et vérifications réglementaires feront l'objet d'une vérification, soit au titre de ce marché, soit compris dans un contrat de maintenance que l'établissement soit assujéti à la réglementation relative aux ERP ou aux réglementations du Code du Travail.

3.4 Rapports de vérification – transmission des résultats

Chaque vérification fera l'objet d'un rapport distinct par établissement par le titulaire. La présentation et le contenu des rapports seront conformes aux exigences réglementaires (article GE9 de l'arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28 mars 2007).

Le vérificateur du Titulaire devra prendre en compte les observations levées ou en cours d'élimination depuis sa précédente visite pour le même type de vérification. Une synthèse commentée de cette situation devra être intégrée au nouveau rapport de vérification. A l'issue de chaque intervention, le Titulaire établit un rapport de vérification qui précise :

- Le nom et le numéro du bâtiment concerné par le rapport,
- Le nom et le numéro de local, lorsqu'il existe, concerné par la réserve,
- Les informations nécessaires à l'identification aisée de l'équipement contrôlé,
- L'indication des examens et essais pratiqués, et des textes de référence,
- Les déféctuosités constatées,
- L'indication claire des travaux à exécuter pour mettre en conformité les installations,
- L'indication claire des travaux à exécuter pour améliorer les installations,
- Le cas échéant, les résultats des analyses (rejets, air, eau, etc.),
- L'indication des nouveaux contrôles parus à faire et / ou à prendre en compte,

- Toutes autres mesures nécessaires pour éclairer le pouvoir adjudicateur dans le cadre des vérifications et des contrôles périodiques des installations dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Les rapports devront distinguer ce qui relève de la réglementation applicable aux E.R.P. de celle relative au Code du Travail.

Le rapport sera envoyé par courriel au responsable du site concerné indiqué dans l'annexe « Liste des établissements » et à la direction du Patrimoine, dans un délai qui ne pourra excéder 21 (vingt et un) jours calendaires à compter de la fin des visites.

Par ailleurs, le prestataire mettra en ligne, sans surcoût, dans les mêmes délais, sur une plateforme d'échange web les rapports de vérifications téléchargeables par l'administration du Crous de Lille.

L'outil de recherche de cette application en ligne respectera la nomenclature des sites indiquée dans l'annexe 1 – caractéristique des sites en différenciant la nature de l'établissement : résidence, restaurant, cafétéria. La mise en place d'un espace en ligne, sa maintenance ainsi que ses mises à jour sont à la charge du titulaire. Ces éléments sont intégrés au prix des prestations.

Il adressera annuellement une copie des rapports de l'année sur support informatique à la Direction du Patrimoine du Crous.

3.5 Registre de sécurité

Toutes les interventions seront obligatoirement consignées dans le registre de sécurité des sites en mentionnant :

- les date et heure de l'intervention,
- les équipements contrôlés,
- le nom de la société intervenante,
- le nom, prénom et visa de l'agent responsable de la vérification.

Article 4 – SUPPRESSION OU AJOUT DE LOCAUX OU D'EQUIPEMENTS

En cours de marché, la liste de ces installations et équipements pourra être modifiée en plus ou en moins.

Le titulaire s'engage à signaler par écrit dans un délai d'1 (une) semaine après sa visite, au responsable du site concerné, avec copie à la direction du Patrimoine, les vérifications périodiques réglementaires à effectuer et qui n'auraient pas été prévues dans le C.C.T.P.. Il précise les textes réglementaires auxquels elles sont soumises, justifiant une vérification périodique et indique si ce contrôle doit être fait par un organisme agréé ou par un technicien pour permettre au Crous de compléter sa demande.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant à condition de ne pas bouleverser l'économie du marché.